

LE COURRIER DES ÉTATS-UNIS.

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE.

VOL. III.

NEW-YORK, MERCREDI, 1 DECEMBRE 1830.

NO. 80

FRANCE.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

PRÉSIDENCE DE M. LAFFITTE.

Séance du 27 septembre.

A une heure la séance est ouverte.

L'affluence est immense; toutes les tribunes sont remplies, et la foule refuse dans les corridors.

M. Devaux a la parole au nom de la commission chargée de l'examen du message de la chambre des pairs ayant pour objet l'abrogation de la loi du sacrilège.

L'honorable membre conclut à l'adoption du projet.

Il sera discuté mercredi.

L'ordre du jour est la discussion sur le rapport de la commission d'accusation.

M. Gaetan de la Rochefoucauld est appelé à la tribune, mais M. Martignac réclame la parole pour une observation préjudicielle.

De toutes parts. — Écoutez! écoutez!

M. le Président. — La chambre va s'occuper d'une question qui la constitue en quelque sorte en cour de justice, je pense que chacun de ses membres sentira qu'il doit rester calme et garder le silence.

M. Martignac. — J'ai demandé la parole avant l'ouverture des débats auxquels la chambre va se livrer pour donner quelques explications qui s'y rattachent et qui me sont personnelles.

Au mois d'août 1830, M. le prince de Polignac renversa le ministère dont je faisais partie. Séparé de lui par un dissentiment politique, blessé constamment par le langage journalistique des écrivains qui passaient pour ses organes, je n'ai eu jusqu'à ce jour aucune espèce de communication avec lui. Au moment où il va être frappé d'une accusation capitale, au moment où je crois voir sa vie menacée, M. de Polignac s'est ressourcé de moi. Il a pensé à me rappeler à lui. Hier, il a fait réclamer mes conseils et mes secours auprès des juges devant lesquels il doit paraître.

J'ai été ému autant que surpris du témoignage d'une confiance à laquelle rien ne m'avait préparé. Toutefois, je n'ai dû considérer que les dangers et les alarmes d'un homme accusé. J'ai consulté mon cœur. J'ai cru que le refus ne m'était pas possible. Je lui ai promis autant qu'il dépendait de moi de lui prêter l'appui de mes paroles.

Voix nombreuses. — Très bien, très bien!

M. de Martignac. — Je dois donc rester étranger aux délibérations. J'ai cru devoir ces explications à la chambre. Je ne suis venu ici que pour constater que je m'abstiendrai de prendre part à la délibération.

De toutes parts. — Très bien!

M. Mauguin est appelé à la tribune pour lire une proposition qui a été communiquée aux bureaux.

Conformément au règlement, trois bureaux ont été d'avis que cette proposition pourrait être lue.

La proposition est ainsi conçue:

Il sera formé une commission de deux membres pour réunir des documents et faire un rapport sur la situation publique.

M. Gaetan de la Rochefoucauld a la parole contre le rapport de la commission d'accusation.

Ce n'est que fortement pénétré du sentiment de mes devoirs que je vais parler à cette tribune. Il s'agit d'une accusation grave, c'est à dire, d'une mise en jugement d'hommes sur lesquels pèse un crime capital. J'ai médité long-temps la décision que je devais prendre en cette occasion, qu'il me soit permis de réclamer votre indulgence.

Le rapporteur de la commission a conclu à ce que la chambre accusât les ex-ministres de trahison et à l'application des peines prévues par les articles 91, 109, 110, 123 et 125 du code pénal.

Après avoir examiné mûrement les faits, je me suis convaincu qu'il faut en extraire les articles 91 et 125, et j'en déduis les motifs.

Votre rapporteur vous a dit que les ministres avaient faussé les élections, qu'ils avaient employé des moyens odieux pour détruire le gouvernement représentatif, et il conclut à l'application contre eux des articles 109, 110 et 123 du code pénal. Je partage son opinion. Ces élections n'ont pas eu le résultat qu'ils désiraient, et sans les circonstances qui viennent de se passer la chambre les aurait accusés, conformément à ces derniers articles.

Mais le 20 juillet le duc de Raguse reçoit des ordres, le 24 le rapport au roi est fait, le 25 les ministres signent les ordonnances, le 26 elles sont publiées, les 27, 28 et 29 la guerre éclate dans Paris, le 30 Charles X est chassé. Voilà des faits, ainsi que l'a dit votre rapporteur, qui se lient ensemble et emportent la peine capitale.

Mais pour mettre en accusation les ministres, il faudrait que Charles X n'eût pas été chassé pour avoir signé les ordonnances attentatoires. Ce procès a été fait et la guerre a prononcé.

Aux termes de la Charte les ministres sont seuls responsables, je le sais; mais vous avez brisé l'exception renfermée dans la Charte en remontant jusqu'au dernier degré de responsabilité, jusqu'au roi Charles X, et vous n'avez plus qu'à absoudre les coupables intermédiaires.

Ah! je dois espérer, messieurs, que ce résultat sera conforme à vos vœux. Souvenez-vous des paroles prononcées à cette tribune par l'homme illustre qui a sauvé la France dans la crise que nous venons d'éprouver: « Notre révolution actuelle, a-t-il dit, a un tout autre caractère que les révolutions précédentes. On y a vu réuni au patriotisme et au courage la plus grande générosité. Il est digne, ajouta-t-il, il est digne de cette révolution de se marquer dès les premiers jours par de grands actes d'humanité. »

Voilà, Messieurs, un de ces grands actes d'humanité qui s'offre à vous; et, après ces paroles, après que vous avez adopté vous-même la généreuse proposition de M. de Tracy, iriez-vous prononcer une accusation à mort?

Dois-je répondre enfin à ceux qui ont osé nous menacer, en disant que le peuple exige cette accusation? Ah! messieurs, s'il l'exigeait, je serais certain alors que vous la refuseriez; mais il a démenti lui-même cette injurieuse assertion. Vous savez que ces jeunes gens, un peu ardents sans doute, mais qui sont pleins d'âme, de patriotisme et de généraux sentiments, ont jugé qu'ils ne pouvaient rendre un plus digne hommage

à la mémoire de leurs malheureux amis morts pour la liberté et pour la patrie, qu'en signant sur la place même où leur échafaud a été élevé, une pétition en faveur de l'abolition de la peine de mort.

Tel est, messieurs, le peuple français, telle est la jeunesse de notre patrie. Soyez justes, vous obtiendrez sans doute son estime; mais soyez généreux, vous serez assurés de tout son assentiment.

Je propose de rédiger ainsi la proposition d'accusation.

Les ministres sont accusés d'avoir abusé de leur pouvoir pour fausser les élections.

D'avoir menacé de destituer les fonctionnaires en raison de leur opinion, et par suite d'un plan concerté dans plusieurs départements du royaume.

M. de Briquerville appuie les conclusions du rapport. Il parle surtout des incendies de la Normandie, du mystère qui a couvert ces crimes, des justes soupçons des habitants, des liaisons avérées qu'avaient les personnes arrêtées avec le parti jésuitique. Il en trouve l'application dans la composition de la cour de Caen, à la tête de laquelle se trouve ce magistrat qui le premier fit entendre les mots de *Cours préventives*. L'orateur espère que les débats du procès jetteront la lumière sur ces crimes. Il vote pour les conclusions du rapport.

M. Berryer a la parole. (Mouvement d'attention et de curiosité.) Après avoir dit qu'il y a une sorte de témérité à venir, dans les circonstances actuelles, se faire le défenseur des ministres accusés, il aborde la question.

L'amitié qui m'unissait avec divers membres de l'ancien ministère est connue de chacun de vous. Peut-être ici suis-je écouté comme le défenseur obligé et convenu de leur cause. Ce n'est pas, messieurs, au jour de leur infortune que j'abjurerais des sentiments conçus dans des temps meilleurs; mais leur défense est confiée à des organes plus habiles et plus graves. Je ne parle ici que comme député.

L'orateur examine ce qu'on entend par criminels d'état. Ils ne sont coupables qu'à raison des circonstances, tels sont les condamnés, tels sont les absolus. C'est dans cette pensée, dit M. Berryer, que je me suis assis à côté de mon père, au procès du maréchal Ney, et que plus tard j'ai défendu Drouot et Cambronne.

M. Berryer avoue que sans la responsabilité des ministres, l'inviolabilité du prince deviendrait un commode prétexte et un moyen facile de tyrannie; mais sans l'inviolabilité royale, la responsabilité des ministres ouvrirait une carrière de perpétuels désordres et d'anarchie sans cesse renaissante.

L'exercice du droit d'accusation en vertu de la responsabilité des ministres est légitime et nécessaire dans le cours naturel d'un gouvernement constitutionnel, dans le cercle du mouvement régulier des lois politiques. Il est injuste, exorbitant après ces commotions violentes où l'ordre de l'état a été changé, où les lois ont péri, où le sceptre est tombé des mains qui le portaient. En déclarant la vacance du trône, en frappant le roi lui-même par la perte de ses droits, en le frappant jusque dans la postérité, vous avez décidé qu'il avait voulu commander, exiger, et ne pouvez désormais punir ses ministres de leur obéissance.

La révolution que vous avez consommée a anéanti l'ordre politique que l'accusation des ministres n'aurait eu pour but que de maintenir et de venger.

Aussi ne m'arrêterai-je pas à examiner quels pouvaient être, quant à l'étendue, les droits du gouvernement qui n'est plus, les conséquences légales des principes exprimés dans ce préambule de la Charte que vous avez supprimé, dans cet article 14 que vous avez modifié, dans ces dispositions encore existantes de nos lois, qui qualifient de délits toute attaque contre les droits que le Roi tient de sa naissance.

J'aurais bien moins encore la pensée de regarder les ministres comme exempts de tout reproche. Ah! les plaintes trop légitimes qui s'élèvent contre eux ne sont pas celles seulement de ceux qui demandent qu'on les condamne! La plus belle couronne de l'univers tombée du front de l'héréditaire de tant de rois! Le caractère d'un prince loyal et humain si douloureusement compromis (Vifs murmures), livré à de si vives accusations! La longue paix et l'immense prospérité d'un grand peuple menacés de si désolants désastres! Qui ils sont coupables! Mais vous ne pouvez pas vous faire leurs accusateurs, et je ne leur vois plus de juges sur la terre de France.

En effet, Messieurs, à qui soumettez-vous l'accusation? qui devra prononcer sur leur sort? La cour des pairs? mais ce tribunal, fondé pour les causes de haute justice politique, est-il le même qu'au jour où les ministres seraient devenus justiciables de ses arrêts? Est-il le même qu'au jour où l'accusation vous a été présentée? Depuis que la proposition que vous examinons aujourd'hui vous a été soumise, 93 pairs de France ont été par vous dépouillés des droits de la pairie. Déjà saisis de l'accusation, vous avez réformé le tribunal et fait descendre de leur siège un si grand nombre de juges! Je ne viens pas combattre de nouveau ce que vous avez décidé, c'est un événement emporté, commandé peut-être dans le cours de la révolution que vous avez accomplie; mais ce fait ne suffit-il pas pour vous démontrer qu'après cette révolution, si vaste dans ses résultats, vous ne pouvez, sans blesser toute justice et toute morale, prononcer l'accusation pour des actes antérieurs, et la déléguer à des juges que vous avez réservés.

Il est impossible, Messieurs, que ces réflexions n'aient pas déjà occupé vos esprits. Si cette délibération n'eût agité des questions de vie et de mort, est pénible pour vous, les considérations de toute nature et de tout ordre doivent arrêter votre examen dans la haute sphère où vous êtes placés. Votre habile rapporteur les a sagement indiqués avant de descendre de cette tribune; justice et non vengeance, tel est, a-t-il dit, le cri qui part de tous les cœurs.

Dédaignant en ce moment solennel les combinaisons de la politique, ses passions, ses intérêts toujours si passagers, j'invoque ici au nom de la justice, ces lois morales, éternelles, toujours puissantes, toujours vengées tôt ou tard sur la terre.

Excité par le seul sentiment de mon honneur personnel, de l'honneur de la chambre, de l'honneur de mon pays, je repousse la proposition d'accusation, avec conviction, comme avec liberté; sans affection comme sans crainte.

M. Podenas lit un long discours écrit en faveur des conclusions du rapport.

M. de Larocheville vote contre la mise en accusation.

M. Enloup appuie les conclusions du rapport. La question des incendies qui ont dévoré les départements de la Normandie le préoccupe beaucoup plus que tous les clubs du monde. Il ne les attribue pas à l'ex-roi; mais à ce gouvernement qu'aucune personne ne voyait, mais qui était partout. Les habitants des campagnes n'ont pas oublié la machine infernale. Le

nom de Cadoudal se présentait naturellement aux esprits épouvantés. On l'accusait tout bas d'être pour quelque chose dans ces incendies.

L'orateur termine en demandant qu'il soit fait une enquête sur les incendies qui ont eu lieu dans l'ancienne province de Normandie.

M. Arthur Laboulaye vote contre le rapport. Charles X, par suite des ordonnances qui l'ont précipité du trône, a dû être considéré comme roi absolu. Dès lors ses ministres ne doivent être considérés que comme des êtres passifs. Leur responsabilité a cessé. L'orateur vote contre la mise en accusation.

M. Mercier vote pour les conclusions de la commission.

M. de Francheville vote contre l'accusation.

M. Labbey de Pompières prononce en faveur des conclusions de la commission, un discours que la faiblesse d'organe de ce vénérable citoyen empêche d'entendre distinctement.

M. Lamezan se borne à parler en faveur de M. de Montbel, l'un des ex-ministres dont il est l'ami particulier. Il rend un éclatant hommage, à la douceur, aux vertus antiques, à la bonté peut-être trop facile de cet accusé. Il est convaincu qu'il n'a sig é que par faiblesse et pour céder à une exigence d'honneur mal entendue.

M. de Tracy. — Je ne m'étais pas fait inscrire pour parler dans cette discussion; je croyais qu'il était inutile de venir ici exprimer mon vœu. Je crois qu'il est utile de répondre quelque chose aux discours que vous venez d'entendre.

Dans le dessein de sauver les ministres, les orateurs qui ont pris leur défense ont commis une grave faute.

Si la générosité de cette grande, de cette noble nation française, de cette glorieuse population de Paris n'était pas impuissable, voyez où ces orateurs nous conduiraient! Ces orateurs ont-ils bien compris à quelle épreuve ils ont mis la générosité nationale? Si les ministres ne sont pas coupables, voyez quel serait le coupable! Voudriez-vous faire repentir cette nation généreuse de n'avoir seulement pas eu l'idée de faire remonter plus haut la cause de ces crimes?

Si le ministère n'était pas responsable; que devait faire la nation. Eh bien, cette idée n'est seulement pas venue dans l'esprit de cette nation sur laquelle on semble passer avec une sorte de dédain. On n'est occupé que d'une chute fameuse, que de la perte d'une couronne; mais je le demande, ces milliers d'hommes immolés quand ils étaient dans leur droit, lorsque le plus épouvantable complot était tramé contre eux, n'ont-ils aucun titre à notre intérêt, à notre sympathie? (Bravos.)

L'orateur, faisant allusion à sa proposition sur l'abolition de la peine de mort, pense que cette question ne doit pas être mêlée à ce procès. La justice doit avoir son cours, sauf à examiner plus tard les conséquences de la décision qu'elle est appelée à rendre.

M. de Berenger, rapporteur. — Dans une discussion dont les résultats peuvent devenir si funestes à ceux qui en sont l'objet, il est du devoir du rapporteur de relever quelques erreurs qui ont pu se glisser involontairement dans le rapport. Je n'examinerai donc pas l'instruction est complète, si vous êtes compétents, si la chambre des pairs l'est aussi, si les ministres étaient responsables; le ministère de la commission a été d'ailleurs trop pénible pour traiter ces questions.

Voici ces erreurs:

La première consiste en ce que le rapport porte le nombre des mandats à 45, tandis qu'il y en a eu 38. On n'avait connaissance que de 38 signataires de la protestation. Depuis le rapport, il a été mis sous les yeux de la commission un exemplaire du *National* qui a copié textuellement la protestation et dans lequel il se trouve en effets 45 noms d'inscrits.

La deuxième erreur consiste en ce que le rapport aurait dit que la commission municipale aurait été installée le 28, tandis qu'elle l'a été le 29 juillet.

Enfin la commission reçoit à l'instant une lettre de M. l'intendant de la liste civile qui atteste que les 300 et quelques mille francs n'ont été pris sur la liste civile qu'à Saint Cloud et à Rambouillet.

La finit la mission de votre commission. Quelques uns l'ont taxée de faiblesse, d'autres d'exagération; mais de ces deux reproches résultent la preuve de sa modération: puisse la France, puissent les hommes de tous les pays lui rendre la justice qui lui est due.

Une longue discussion s'engage sur la manière de voter, sur le point de savoir si, indépendamment du vote séparé sur chaque chef d'accusation, la chambre votera séparément sur la mise en accusation de chacun des ex-ministres, et si ce dernier vote devra être fait par autant de scrutins secrets.

Un grand nombre de membres, ayant à leur tête M. Persil, pensent qu'il faut une délibération séparée sur chaque chef et sur chaque ministre.

D'autres membres, et à leur tête M. Villemain, soutiennent que la question doit être jugée d'une manière complexe sous le rapport du crime de haute trahison résultant de la signature des ordonnances.

Ces derniers pensent que la chambre doit seulement décider en masse qu'il y a eu crime de haute trahison et laisser à la cour des pairs le soin de spécifier la nature du crime, et de déterminer les articles qui lui sont applicables.

L'amendement de M. Villemain, tendant à accuser les ex-ministres du crime de haute trahison sans spécifier les faits qui constituent ce crime, est mis aux voix. Les deux sections de gauche et la moitié du centre gauche se lèvent pour.

L'amendement est rejeté.

L'amendement de M. Gaetan La Rochefoucauld (voyez plus haut son discours) est rejeté.

La chambre vote sur chaque paragraphe de la résolution de la commission en ce qui concerne M. de Polignac.

Quatre votes successifs ont lieu sur les quatre chefs.

Elle accuse, à une énorme majorité, M. de Polignac de haute trahison.

1° Pour avoir abusé de son pouvoir, afin de fausser les élections et de priver les citoyens du libre exercice de leurs droits civiques;

2° Pour avoir changé arbitrairement et violemment les institutions du royaume.

3° Pour s'être rendu coupable d'un complot attentatoire à la sûreté intérieure de l'état;

4° Pour avoir excité la guerre civile, en armant ou portant les citoyens à s'armer les uns contre les autres, et porté la dévastation et le massacre dans la capitale et dans plusieurs autres communes;

On vote sur cette mise en accusation de M. de Polignac au scrutin secret.

La même manière de voter sera suivie à l'égard des autres ministres. Le vote sur cette dernière accusation est renvoyé à demain.

ÉTATS-UNIS.

NEW-YORK

Le souvenir du 26 novembre 1830 restera éternellement gravé dans la mémoire des Français qui ont assisté à la brillante cérémonie de cette journée; et c'est avec un bien vif sentiment de plaisir et de gratitude qu'ils se sont rendus à l'invitation qui leur avait été faite de prendre part à cette fête patriotique, et qu'ils ont vu les couleurs qu'ils ont reconquises, mêlées de toutes parts aux couleurs américaines. Cette fête de la liberté à laquelle ont pris part indistinctement toutes les classes de la société, et digne des événements glorieux qui l'ont inspirée, ainsi que de la sympathie d'un grand peuple, présentait un spectacle aussi brillant que curieux par la réunion de tous les états et de tous les métiers qui se trouvaient représentés dans l'immense procession qui a parcouru les principales rues de la ville. Composée de vingt-mille personnes marchant presque toutes par six de front, elle couvrait un espace de terrain de trois à quatre milles, et elle employait deux heures et demie à défilé sur le même point. Nous passerons rapidement en revue cette brillante procession qui marchait dans l'ordre suivant :

Le *marshall* en chef, Samuel Swartwout suivi de ses aides de camp; plusieurs calèches dans lesquelles se trouvaient les membres du comité d'arrangement et les personnes qui devaient prononcer les discours. Un corps de musique avec les chœurs du *Park theatre*. Le corps municipal, les membres du congrès, les juges, etc. La société de Cincinnati avec les officiers de la révolution et ceux qui ont figuré dans la dernière guerre. Les ministres et consuls étrangers. La députation d'Albany. La chambre de commerce de New-York. Une calèche avec quatre personnes parmi lesquelles on remarquait M. Anthony Glean, officier de marine dans la révolution, portant le même drapeau des États-Unis qu'il arbora lorsque la ville fut évacuée par les Anglais en 1783. A côté de cet étendard, un autre aux trois couleurs présenté par mademoiselle Émilie Chapron de Philadelphie au Col. Page.

Le corps des Français, précédé par huit gardes d'honneur à cheval, en uniforme de colonels de la garde nationale à cheval de Paris; leur belle tenue, leur élégant costume attiraient tous les regards. Ils étaient suivis par les tambours, et un nombreux corps de musiciens faisant entendre alternativement la Parisienne, la Marseillaise, et différentes marches nationales arrangées pour cette circonstance par les maîtres de New-York. Venaient ensuite les différents comités, puis un magnifique étendard tricolore, porté par MM. L. et H. Peugnet, qui avaient été choisis à l'unanimité par leurs compatriotes pour cet honorable emploi. D'un côté du drapeau était écrit en lettres d'or, *July 1776*, et de l'autre *juillet 1830*. Enfin le consul général de France et son chancelier, les Français en grand nombre et les équipages des navires français dans le port.

Les présidents, professeurs et étudiants du *Columbia College*. Le général Scott et le commodore Chauncey, à la tête des officiers de l'armée et de la marine des États-Unis. Les officiers des autres états, et ceux qui ne sont pas employés. La députation de Boston. Les officiers de la milice en uniforme. Les imprimeurs de la ville de New-York, avec leurs bannières, précédés par le doyen des éditeurs et imprimeurs, M. John Lang du *New-York Gazette*. Ils étaient suivis par deux amphithéâtres ambulans traînés chacun par quatre chevaux et portant plusieurs presses qui n'ont pas cessé d'être en opération et qui imprimaient des pièces de vers de circonstance qu'on distribuait aux spectateurs. La société typographique avec sa bannière. Le corps des tailleurs, celui des boulangers, les charpentiers de navire avec leurs bannières. Les bouchers, dont 50 montés sur des chevaux gris et cinquante sur des chevaux alezans, précédaient quatre bœufs traînant une large voiture portant un bœuf empaillé, entouré d'enfants habillés en blanc; deux autres voitures portant des moutons ornés de rubans; une dernière voiture dans laquelle, pendant toute la journée, l'on fit des saucisses que l'on distribuait aux spectateurs; enfin deux cents bouchers, aussi à cheval. Les mégissiers avec leur bannière. Les cordonniers précédés par une grande voiture dans laquelle plusieurs ouvriers s'occupaient à confectionner des chaussures. Les charpentiers, les maçons, les serruriers, avec leurs bannières. Sur une voiture, un petit bateau à vapeur en mouvement, laissant échapper sa vapeur et sa fumée et faisant entendre sa cloche; son nom en lettres d'or, *Robert Fulton*, se lisait sur sa poupe. Les graveurs et doreurs, les selliers conduisant plusieurs chevaux richement harnachés. Les fabricants de tabac dans une voiture, distribuant des cigares et du tabac.

Tous les regards se portaient sur le corps des pompiers, accompagnant leurs pompes ornées de pavillons américains et tricolores et traînées chacune par quatre chevaux de même couleur; il se composait de plus de mille personnes.

Les pilotes qui n'étaient pas de service portant une superbe bannière sur laquelle on lisait : *the people the only competent pilot*, suivaient une voiture sur laquelle était placé un petit navire à la voile, aux pavillons tricolore et américain; à côté un bateau de pilote avec son numéro; les équipages se com-

posaient d'enfants dans le même costume. Venait ensuite le canot qui remporta le prix de la marche le 20 mai 1825; il était monté par cinq enfans faisant les fonctions de rameurs et de timonnier. Suivaient tous les marins de Whitehall, Staten-Island, Brooklyn et du Jersey.

Les *faiseurs de chaises*, les *peintres*, les *tailleurs de pierre*, les *luthiers* avec leurs brillantes décorations, les *ébénistes* avec des meubles élégans sur un char traîné par deux chevaux. Les *relieurs* précédés d'un énorme volume doré sur tranche, relié en maroquin rouge dont le titre extérieur se composait de ces mots *Révolution en France 1830*. La *société de bienfaisance irlandaise à Brooklyn*, réunie à la même société dans la ville de New-York; une Harpe était portée à leur tête. Les *marins*, accompagnés d'un grand nombre de capitaines de bâtimens. Les *charretiers* en blanc, en trois divisions, savoir 50 chevaux gris, 100 chevaux alezans, et 100 autres de couleurs diverses; les chevaux des charretiers ne le cédaient à ceux d'aucun autre corps; on a même prétendu qu'ils étaient sans rivaux dans le cortège.

La Société des *Apprentis de toutes les professions* portant leurs emblèmes. Enfin les *Imprimeurs sur toile*, et les *teinturiers* de la manufacture de Greenwich. La procession était fermée par la troupe de Blanchard en grand costume.

Tous les corps de la milice de New-York, en grande tenue, portant avec leurs couleurs l'étendard tricolore, ou des emblèmes aux trois couleurs, se sont rendus dans le champ voisin du *Washington Square*, où ils se sont mis en bataille.

Cette brillante procession, dont nous ne pouvons donner qu'une idée bien inexacte, s'est mise en marche à Canal-street et s'est rendue à *Washington Square*, en suivant Broadway, Chatam, le Bowerly, Broome-street, Broadway et Fourth-st. Toutes ces rues étaient couvertes de spectateurs portant des cocardes et des emblèmes tricolores, et toutes les fenêtres des maisons, dont un grand nombre avaient été pavoisées, étaient occupées par des femmes élégantes portant en sautoir des rubans aux trois couleurs. Ce spectacle n'était pas le moins intéressant.

A deux heures, toute la procession était arrivée au *Washington Square* où un amphithéâtre avait été élevé, destiné aux maîtres des cérémonies, aux membres des comités, aux orateurs, officiers supérieurs de l'armée, etc. Il fut bientôt couvert de monde. Le vénérable M. James Monroe, ancien président des États-Unis, parut un moment et fut obligé de se retirer à cause du froid; chacun en se rangeant pour lui faire place lui témoignait tout le respect qu'inspire son grand âge, ses vertus, et une vie consacrée toute entière au service de son pays.

Après la prière, l'adresse au Peuple Français a été lue par Mr. W. M. Price, et le discours par Mr. S. L. Gouverneur. Au milieu du bruit et de quelques accidens arrivés à l'amphithéâtre qui n'était pas d'une très grande solidité, nous n'avons pu saisir que quelques passages qui nous ont paru remarquables; nous espérons pouvoir bientôt juger de l'ensemble de ces morceaux qu'on assure être à la hauteur des circonstances qui les ont inspirés.

Le corps des Français s'est alors dirigé vers la première division d'artillerie pour lui faire hommage, comme représentant toute la milice, de l'étendard tricolore qui l'avait précédé dans ce jour mémorable. Le général Morton, à la tête de tout son état-major, est descendu de cheval, et M. J. Bonchaud, accompagné du comité de l'adresse, s'est avancé vers lui et a prononcé en anglais le discours suivant :

GÉNÉRAL,

Les Français résidant à New-York, n'ont pu voir sans un sentiment profond de gratitude le vif enthousiasme avec lequel la nation américaine a salué la glorieuse régénération de leur patrie. Cette sympathie était bien naturelle, car notre cause est la vôtre, et dans vos annales de juillet 1776 nous pouvons lire notre histoire de juillet 1830. En effet la France comme l'Amérique, s'est soulevée contre la tyrannie, comme elle aussi, elle a combattu et versé son sang pour la liberté, et toutes deux enfin ont, pour trophée de la victoire, reconquis les droits sacrés de plusieurs millions d'hommes. Cette analogie dans les destinées des deux Peuples, donne à cette grande solennité l'aspect d'une fête de famille, où Français et Américains semblent s'être réunis pour confondre leurs transports d'allégresse. C'est en témoignage de cette union, qui nous est si précieuse, que nous venons déposer en vos mains ce Drapeau qui nous a servi de guide. Pour nous, il est l'emblème de la liberté et de l'honneur, aussi le confions-nous à des hommes libres et à des braves; placé dans vos archives à côté de vos propres couleurs, il perpétuera le souvenir de ce beau jour, et rappellera une époque qui n'est pas sans gloire, celle où l'on vit les Étendards de France et d'Amérique triompher ensemble sous Washington et Lafayette.

Le général Morton a répondu en ces termes :

MESSIEURS,

Les sentimens qui ont porté les citoyens de New-York à célébrer comme ils l'ont fait les derniers événements si glorieux pour la France, ont été justement appréciés, et honorablement exprimés dans votre adresse. Les derniers efforts de la France contre le despotisme nous rappellent les nôtres

pour la cause de la liberté, et le succès des Français augmente notre joie, lorsque nous réfléchissons que c'est à l'union de leurs armées aux nôtres que nous devons la félicité dont nous jouissons maintenant.

Nous recevons avec grand plaisir la bannière sous laquelle vous avez marché dans ce jour de fête; déployée avec nos propres couleurs, elle témoignera de l'amitié et des sentimens profonds qui animent les Français, résidant dans cette ville, envers la milice de notre pays, et l'union des deux drapeaux ainsi que vous le faites remarquer d'une manière touchante, rappellera à nos souvenirs l'union des Étendards Français et Américain, sous l'égide desquels Washington et Lafayette ont frayé la route de la victoire et de l'indépendance.

Dans la célébration de ce jour, tandis que nos cœurs se réjouissent de la victoire obtenue pour la cause de la liberté, elle acquiert un plus haut prix à nos yeux par la réflexion que, pendant le combat, aucun acte répréhensible n'a souillé cette cause sainte et sacrée. Permettez-nous, Messieurs, d'énoncer notre espoir, que de nouveaux jours de gloire et de bonheur vont luire sur votre chère France, sous le règne de son roi patriote Louis-Philippe I^{er}, Roi des Français. Appelé au trône par la voix du peuple, il gouvernera pour le peuple, pour le peuple seulement, et avec l'amour du peuple.

A la fin de ces discours les tambours ont battu au champ, et des hourras trois fois répétés ont prouvé l'enthousiasme qui animait tous les spectateurs. La musique a répété les airs patriotiques, et cette fête qui laissera de longs souvenirs s'est terminée par des feux de pelotons sur toute la ligne de la milice.

Nous rappellerons à nos lecteurs qu'une souscription est ouverte dans nos bureaux en faveur des espagnols malheureux. Nous avons reçu de M. le comte de Surville \$100 pour cette souscription, et \$100 pour la société française de bienfaisance.

Le théâtre du *Park* donne jeudi une représentation au bénéfice de M. Simpson; elle est composée de manière à exciter la curiosité et à attirer un grand nombre de spectateurs. Les Français qui se trouvent à New-York n'oublieront pas que M. Simpson a dernièrement consacré le produit d'une soirée aux blessés de juillet, que le 26 novembre le corps de musique qui les précédait dans la cérémonie était presque entièrement composé d'artistes du théâtre, et qu'enfin dans toutes les circonstances où ils ont eu recours à son obligeance, ils l'ont trouvé rempli de bonne volonté et de zèle. Nous espérons rencontrer beaucoup de nos compatriotes à cette représentation.

Nous avons reçu par le dernier paquebot du Havre un ouvrage intitulé : *Une semaine de l'histoire de Paris*, dont plusieurs éditions ont été épuisées en peu de jours à Paris. Il contient des détails très curieux sur les derniers événements, les anciens ministres et l'intérieur de la cour de Charles X pendant les journées de juillet. Nos lecteurs trouveront parmi nos Mélanges des extraits de ce livre auquel nous consacrerons quelques colonnes.

Une lettre de Gibraltar du 17 octobre dit que le général Bourmont et deux de ses fils étaient dans cette ville, attendant le bateau à vapeur pour se rendre en Angleterre.

Les acteurs français sont arrivés le 11 novembre à la Nouvelle-Orléans, venant de Baltimore.

En conformité des dispositions de la loi sur le recensement rendue par le Congrès dans sa dernière session, l'énumération décennale des habitans des États-Unis a dû être terminée hier 30 novembre. Elle offrira probablement pour résultat une population de treize millions d'âmes. L'adoption du nouveau cens comme base pour les élections de représentans au Congrès, augmentera essentiellement le pouvoir relatif des États de l'Ouest. Nous croyons que ceux du *New-England* en masse présenteront une population moindre que celle de l'état de New-York, et nous ne serions pas surpris de voir l'état de l'Ohio prendre rang après la Pennsylvanie, et devenir par conséquent, en nombre et en représentation, le troisième état de l'Union. (*Journal of Commerce*.)

COLOMBIE.

Le capitaine Briggs, commandant la goëlette *Waterloo*, arrivée le 28 dans ce port, rapporte qu'à la suite des événements de Bogota, qui ont amené la chute du gouvernement, le général Bolivar a été appelé au commandant suprême, civil et militaire, jusqu'à l'époque où l'on pourrait réunir un Congrès. Le général Urdaneta avait été investi temporairement du pouvoir, en attendant l'arrivée de Bolivar. Les mêmes vœux en faveur du Libérateur ayant été exprimés à Carthagène, Panama, Antioquia et autres lieux, il a consenti à se placer à la tête des affaires, et à cet effet il était parti depuis quelques semaines de Carthagène pour Solidana, petite ville sur les bords de la rivière Magdalena. On pensait que Bolivar avait l'intention d'y séjourner jusqu'au moment où il connaîtrait le sort d'une expédition envoyée contre Rio Hache qui s'était révolté pour faire un pacte d'union avec Venezuela. On disait aussi qu'après avoir réduit Rio Hache, l'expédition se porterait contre Maracaibo. Ce n'était toutefois qu'une conjecture : rien n'est encore certain à cet égard. D'après les dernières nouvelles, la tranquillité régnait à Bogota. On n'avait rien appris de la mer Pacifique. Les troupes de Bolivar ont pris possession de Rio Hache, sans avoir éprouvé de résistance. (*New-York Standard*.)

BRÉSIL.

RIO-JANEIRO, 25 septembre 1830.

[Extrait d'une lettre.]

Une querelle sérieuse a eu lieu entre les officiers de la marine française en station dans ce port et les habitants de l'autre côté de la baie (dite Praya Grande), en conséquence d'une excursion de chasse faite sur une habitation par deux aspirans. Ayant reçu l'ordre de vider les lieux, dans la crainte, disaient-ils, qu'ils ne fissent feu sur quelqu'un des esclaves, ils répondirent à cet ordre d'une manière impérieuse. On commanda alors aux esclaves d'employer la force contre eux, et il en résulta que les deux aspirans furent violemment maltraités. Ils retournèrent cependant à leur bord, armèrent la grande chaloupe de quarante hommes, et ayant débarqué avec ce renfort, ils cernèrent la maison, se saisirent du propriétaire (homme de grande importance dans le quartier) et l'ayant mis à bord de la chaloupe, ils lui firent appliquer trente coups de garçette. Cette conduite exaspéra les Brésiliens, moins à cause de la flagellation qu'en raison de l'enlèvement de l'habitant à bord de la chaloupe. Le 19 l'Empereur fit assembler un conseil extraordinaire pour prendre connaissance de l'affaire, et fit demander qu'on lui livrât les coupables. L'amiral s'y est refusé, mais il a offert de les faire juger en pays neutre (c'est-à-dire à bord du vaisseau amiral anglais), car ce serait folie que de les faire descendre à terre, l'exaspération est telle qu'ils seraient infailliblement massacrés. On ne peut s'attendre d'ailleurs à un jugement impartial de la part des Brésiliens, lorsqu'une fois leur dignité a été blessée.

Les hommes les plus turbulents parmi la populace ont bien eu l'intention de se venger sur les Français résidant à Rio, mais ne pouvant douter du caractère déterminé de leurs adversaires, ils se sont prudemment abstenus de toute tentative de violence. On dit que par suite de cette affaire, le ministre et le consul français ont demandé leurs passeports, et que non-seulement l'Empereur les a refusés, mais qu'il a aussi donné des ordres pour que les bâtimens de guerre français ne sortissent point du port. (Ballimore Patriot.)

HISTOIRE DES JOURNÉES DE JUILLET.

UNE SEMAINE DE L'HISTOIRE DE PARIS.

Dédié aux Parisiens.

PAR M. LE BARON DE L***, L***.

Le ministère du 9 août fut long-tems appelé le ministère impossible, d'après une plaisanterie métaphysique de M. Royer-Collard : il s'est tant de fois décomposé et recomposé quant au personnel de ses membres secondaires, que cette plaisanterie s'est trouvée une excellente définition. M. de Rigny fut le premier qui de lui-même refusa de siéger parmi ces ministres de la contre-révolution, craignant de compromettre la gloire de Navarin, en la rendant complice d'une intrigue de cour.

On ne s'attendait pas à son refus du portefeuille de la marine : les gens du bord de Polignac acceptent tout, et surtout ne se démettent jamais, cramponnés au pouvoir, dussent-ils entraîner la monarchie avec eux. Il fallait un marin à la place de M. de Rigny, on prit un administrateur de terre-ferme ; le télégraphe délivra Bordeaux de M. d'Haussez, et il y eut un mannequin de plus dans le ministère.

Cet homme d'état, ou que du moins on nomme tel, est Normand. Il prit parti dans les troubles de la Vendée, fut chouan, et ne resta pas étranger à la conspiration de George Cadoudal ; il s'accorda depuis avec Napoléon, le servit avec tant de zèle que le titre de baron de l'empire lui fut accordé, ce qui ne l'empêcha pas d'être un des premiers à abandonner la fortune de ce grand homme. Appelé à la chambre des députés, dont il a toujours fait partie depuis 1813, il se montra fidèle aux inspirations de M. Decazes, et vota constamment contre M. de La Bourdonnaye ; et plus tard il vota au gré de M. de Villèle, s'assoupit encore davantage à l'école du vicomte de Martignac, et entra au ministère, décidé à suivre toutes les inspirations de Polignac, qui fit de lui son enfant chéri.

Le garde des sceaux Courvoisier se mourait d'envie d'être libéral, mais sa pitié mal-entendue le rejeta dans le parti contraire. Il est un de ces caractères qui ont tout à demi, et jamais tout complètement ; ou plutôt ils sont ce que veulent qu'ils soient ceux qui les poussent. Le pouvoir lui plaît, et il tient à la considération ; l'alternative est embarrassante : c'est une girouette rouillée qui ne fait son service que par un grand vent.

Le baron de Montbel, improvisé à l'instruction publique, jouissait à Toulouse d'une réputation justement acquise d'administrateur pieux avec sincérité, bon orateur dans une mauvaise cause, il était fait pour parcourir une carrière honorable, et son entraînement pour la royauté vient d'amener sa perte ; il s'est rendu coupable par obéissance, et tout son tort est dans sa faiblesse et dans l'ascendant que la volonté du monarque a sur lui.

Élevé à la brochette par le despotisme, pouvait-il vouloir de la liberté ? Qui a fait son éducation diplomatique ? quels cours de droit public a-t-il suivis en France ? Courtisan, conspirateur, prisonnier, voilà de quelle manière il est parvenu à la restauration. Sa femme est anglaise, sa fortune est en Angleterre ; ses enfans sont élevés en Angleterre ; il ne connaît que Londres. Était-ce là le chef d'un ministère français ? Ses yeux ternes annoncent son impuissance ; il n'aime que la tyrannie, substituant à la religion des pratiques superstitieuses : à genoux devant une relique, disant son bréviaire au lieu de s'occuper des affaires d'état.

M. de La Bourdonnaye aurait bien voulu qu'on le prit pour Gargantua ou pour Briarée : il se serait accommodé de la haine, s'il avait pu faire peur ; mais on n'est pas géant parce qu'on se hisse sur des échasses ; et des trompettes, si criardes qu'elles soient, ne font pas toujours tomber les murailles de Jéricho ; les petits enfans ne devaient donc pas s'épouvanter de M. de La Bourdonnaye.

Le comte de Chabrol, dont j'ai parlé plus haut, occupa les finances ; on a dit avec raison qu'il apprendrait au roseau à plier, à la couleuvre à glisser, au renard à se démêler des em-

barras d'une chasse. Il a prouvé que son talent supérieur consiste à savoir faire retraite à propos.

Il y a long-tems que je vis Polignac ; ce long corps soutient une tête légère. C'est le problème résolu du vide plein : il débuta par être conspirateur et ne sut être que dupe. Il sort d'une famille funeste à la France ; les Bourbons lui doivent et lui devront tous leurs malheurs ; elle était pauvre quand elle parut avec éclat à la cour, et elle dévora des millions qui ruinèrent le trésor de l'état. Les Polignac ne sont pas de la famille dont ils portent le nom, il leur est venu par héritage. On s'était mis en tête que le prince Jules devait être quelque chose. Il aime Charles X comme son père, il vénère Wellington comme son tuteur. Superstitieux dans sa suffisance, il ne prêta serment à la Charte qu'après s'être fait d'avance absoudre pour la violer.

M. de La Bourdonnaye était un feu sans aliment, et qui brûle néanmoins ; c'était une colère perpétuelle, une manie de hurlemens qui ennuyait ; c'était l'homme des catégories, et le fœnétiqne auquel il fallait un peu de sang, pour apaiser sa soif et sa fureur ; c'était le dieu du brouillard, l'Hercule de l'impuissance ; il se démenait tant qu'il s'épuisait d'abord : il se mit à crier : « Me voici, » et l'on se moqua de lui ; il était déjà arrivé, qu'on le croyait encore en route ; et son épée de bois, qu'il avait fait peindre en couleur de fer, se brisa dans sa main ; il croyait celle-ci forte, parce qu'il l'avait pesante, et s'attribuait le génie, parce qu'il était perpétuellement sous l'empire du cauchemar ; il entra au ministère avec le mandat unique de livrer bataille, et son premier coup d'autorité fut de battre en retraite, c'est un génie noir ; il avait jeté tout son feu en paroles vaines, et quand il put tenir le gouvernail, il s'aperçut trop tard qu'il manquait de boussole ; enfin, pour comble d'affront, il se vit contraint de jurer par la Charte, lui qui avait vomit tant de gros mots contre elle, et qui ne venait que pour nous l'enlever.

Il a pendant quinze ans couru après le pouvoir par toutes les voies imaginables : s'il avait réussi, la France aurait été perdue ; mais Dieu voulut qu'il ne réussît pas.

Une dernière insulte restait à faire à la nation, celle de placer à la tête du gouvernement ce misérable transfuge, ce déserteur de Waterloo, qui, fier de son infamie, ne craignait pas de souiller le pouvoir en l'acceptant ; Bourmont enfin, dont le nom, en exécution à la patrie, ne sera jamais prononcé qu'avec horreur ; Bourmont, devenu le seul maréchal de France qui puisse avouer Wellington pour son collègue. Polignac, qui ne put trouver pis, nous l'imposa pour ministre de la guerre.

Telle fut la composition de cet infâme ministère, entièrement formé dans le but de nous perdre, et qui néanmoins trembla lui-même dès son entrée en fonction.

..... On se querella, Charles X intervint, et la Bourdonnaye sortit du ministère.

Ce fut ainsi que nous arrivâmes à la fin de 1829, et jusques en face de la chambre convoquée dans les premiers jours de septembre 1830, les députés en majorité, las de la conduite du ministère, fatigués non moins de la manière dont le roi donnait l'impulsion aux affaires, connaissant d'ailleurs par eux-mêmes le mécontentement de la nation, essayèrent dans une adresse respectueuse, modèle de sagesse, de circonspection et de ménagement, d'avertir Charles X du peu de confiance qu'inspiraient ses agens aux classes diverses de la société.

Jamais fureur plus brutale n'éclata à la cour contre les représentans légitimes de la France ; la chambre fut sur le champ prorogée ; les gazetiers vendus au pouvoir, vrais démons subalternes du pandémonium ministériel, se mirent à calomnier, ou à ergoter au profit de leurs chefs ; prodiguant surtout leurs insolentes diatribes à cette chambre si digne, si calme, si réservée ; sa prudence fut taxée de folie, sa raison de crime, ses conseils de sédition ; on épuisa toutes les formes de l'injure ; on dévota chacun des 221 votans de l'adresse, aux poignards des assassins de leurs départemens respectifs. Quatre mois n'avaient pu épuiser le délire. Mardi dernier les laches jetaient encore à nos mandataires la boue infecte et sanglante des attentats de 1815.

Cependant une nouvelle dislocation avait lieu dans le ministère Polignac ; les hommes si unis se querellaient sans cesse, une majorité presque raisonnable y existait, composée de MM. de Montbel, Courvoisier, Chabrol et d'Haussez ; elle embarrassait les zelanti et le chef suprême ; il fallut la briser, et MM. de Courvoisier et de Chabrol donnèrent leur démission, ou plutôt la reçurent très-heureusement pour eux. On appela pour les remplacer le comte de Peyronnet, qui prit le portefeuille de l'intérieur, (M. de Montbel passa aux finances) et M. de Chantelauze, tome second de Guernon de Ranville, qui remplaça le garde des sceaux, au ministère. En outre fut créé, afin d'introduire dans le conseil une des forces prépondérantes de la monarchie, le baron Capelle, ancien comédien, ex-préfet impérial, homme de seconde capacité, à qui, pour qu'il pût faire son chemin, on composa un ministère des grandes routes, etc.

Tandis que les élections nouvelles se préparaient, il cherchait des appuis dans les diverses parties du monde ; il demandait à la sainte-alliance secours et protection en cas de besoin, et l'un de ses agens secrets signait avec le prince de Metternich un traité dont voici les dispositions principales :

Art. 1. Il y aura paix et alliance entre leurs majestés apostolique et très-chrétienne.

Art. 2. Sa majesté Charles X s'engage pour lui et pour ses successeurs, à reconnaître le droit à la couronne de France du duc de Reichstadt, dans le cas où le duc de Bordeaux viendrait à mourir sans postérité, et ce, à l'exclusion perpétuelle des autres branches de la maison de Bourbon.

Art. 3. Sa majesté Charles X, ou son successeur, dès après le décès du roi de Sardaigne actuellement régnant, garantira la succession de ce prince, c'est-à-dire la couronne de Sardaigne et de Piémont, à son altesse impériale, François IV, archiduc d'Autriche et duc de Modène ; à cause du droit de l'archiduchesse sa femme Marie-Béatrix-Victoire-Josèphe, fille de feu Victor-Emmanuel, roi de Sardaigne, et au détriment du prince de Savoie-Carignan, qui recevra en indemnité une des îles de la Grèce.

Art. 4. Sa majesté très-chrétienne paiera pendant vingt ans une somme de vingt millions à sa majesté apostolique, pour

l'indemnité des frais et pertes de guerre qui n'ont pas été réglés définitivement.

Art. 5. Sa majesté apostolique mettra à la disposition de sa majesté très-chrétienne une armée de cent mille hommes, qui débouchera en deux corps, soit par les bords du Rhin, soit par les Alpes, pour être employée dans l'intérieur du royaume de France, à maintenir la paix et la tranquillité que les conspirateurs libéraux se préparent à troubler, en retour des mesures conservatoires que le gouvernement royal va prendre pour sa légitime défense.

Art. 6. Cette armée, entièrement soldée par la France, recevra le même traitement que les corps suisses au service de sa majesté très-chrétienne.

Art. 7. Cette armée demeurera cinq ans en France. Sa majesté très-chrétienne s'interdit la faculté de la renvoyer avant ce tems, et, pour gage de sa parole, remettra aux divers chefs des troupes autrichiennes le commandement des citadelles de Bayonne, Perpignan, Grenoble, Strasbourg, Lille et Besançon.

Art. 8. Sa majesté apostolique augmentera le nombre de troupes d'occupation amicale, si elle en est requise par sa majesté très-chrétienne ; et dans ce cas, ce surplus sera également payé selon qu'il a été réglé dans l'article 6 du précédent traité.....

Cette pièce importante, cachée soigneusement à tous les yeux, fut cependant enlevée à Polignac, qui en avait confié une copie à sa maîtresse, on la mit sous les yeux d'un autre ministre, qui se contenta de faire un geste de douleur, et de dire à demi-voix : « Cet homme perdra la France. » Voilà, Français, le traître qui au préalable vous vendait à l'étranger, afin de conserver le droit de vous faire mitrailler à son aise. Ce traité onéreux aurait reçu son exécution, si on l'eût jugé nécessaire d'abord ; mais on ne pensait en avoir besoin qu'après la réunion de la chambre illégitime qu'on se préparait à convoquer ; et c'était pour régler les dernières dispositions de cet accord, que le comte d'Appony était parti naguère si précipitamment de Paris, pour aller au Joannisberg, rejoindre M. de Metternich. J'espère que cet ambassadeur insolent, qui osa tenter d'arracher à nos guerriers illustres les titres que leur donnèrent de grandes victoires, cessera de représenter parmi nous son souverain.

D'une autre part, Polignac négociait avec l'Espagne, non que l'Espagne pût le secourir efficacement, mais elle devait envoyer sur les frontières les bandes féroces de son ancienne armée de la foi, pour contenir les libéraux du midi de la France, c'est-à-dire pour les égorger. L'Espagne, en récompense du service rendu, obtiendrait dans les Pyrénées, les parties de territoire contestées, et pour lesquelles les Béarnais et les Basques se battent en ce moment avec tant de valeur, à la honte éternelle du gouvernement tombé, qui les abandonnait déjà aux Espagnols.

La Prusse et les Pays-Bas n'étaient pas oubliés. La Prusse préparait un œuvre pareil à celui de l'Autriche ; les négociations avec Bruxelles étaient moins avancées. Wellington avait promis un concours efficace à Polignac, son élève, mais sans trop s'expliquer, sous la seule condition d'occuper au nom de l'Angleterre, mais sous son commandement particulier, pendant vingt ans, la ville de Calais et son territoire.

La Russie seule, parmi les grandes puissances, avait refusé toute coopération à des coups d'état, et même fait dire que ce que le roi de France avait de mieux à faire, était d'observer strictement la charte, seule garantie de tranquillité.

Samedi 24 juillet, le baron Rothschild arrive chez Peyronnet un peu avant l'heure du dîner, et lui dit :

— « La Bourse, en pleine baisse, se raffermirait un instant ; mais les inquiétudes sont extrêmes. On parle plus que jamais de mesures extra-légales, d'actes de violence qui compromettront les hommes et les fortunes. Je viens ici m'en expliquer franchement avec vous ; je suis ici non un simple banquier, mais un agent financier de plus d'une cour de l'Europe. Vous exposez la paix générale, si, sur la foi de vos paroles, je me livre à des opérations qui peuvent être désastreuses, si le cabinet des Tuileries est prêt à tenter quelque innovation dangereuse.

Peyronnet avait reçu le baron Rothschild à son bureau ; et, la plume à la main, il le laissa pérorer tout à son aise ; puis, avec sa fade aisance et en souriant, il lui dit :

— « Mon cher seigneur, puis-je empêcher les badauds de faire des contes, et les libéraux d'avoir peur ? Rassurez-vous : tant que je serai au ministère, on ne sortira de la légalité qu'après avoir épuisé toutes les voies de conciliation possibles. Je ne voudrais pas, pour rien au monde, me mêler d'un coup d'état ; et en preuve de ce que j'avance, voyez mon occupation actuelle ; j'achève de contresigner les lettres de convocation des députés du royaume. »

Le baron Rothschild dut sortir pleinement rassuré. Un ami de Peyronnet, M. Ga... vient ensuite, tient le même langage, obtient une réponse pareille, s'en va en conséquence faire une opération financière sur la hausse, et consomme, par conséquent, sa ruine en un seul jour.

Cependant, dès ce même dimanche, les ordonnances dressées par le soin de Peyronnet et Chantelauze avaient été lues, approuvées et signées. Le roi, joyeux de la rédaction, embrassa Polignac devant tous les autres en disant :

— « Messieurs, c'est le conseil que j'embrasse ; il a bien mérité de ma bienveillance, et ce sera lui qui me rendra mon sceptre tel que je devais le porter. »

Le dauphin pareillement laissa échapper les expressions de son allégresse. Une personne attachée à son service ayant osé lui demander la cause de cette jubilation inaccoutumée, le prince lui répondit :

— « La pensée du 8 août est en fleur, elle ne tardera pas à porter des fruits monarchiques ; vous serez avant peu aussi content que moi. »

Des estafettes reçurent l'ordre de se tenir prêtes pour partir le lendemain ; elles devaient être expédiées à nosseigneurs les évêques, pour qu'ils fissent dire des prières de quarante heures en faveur de la contre-révolution que l'on préparait. Polignac, ce jour même, alla voir son Anglaise à Meudon, et on l'entendit dire : « Le roi ne reculera pas, il montera à cheval avec son fils, et il achèvera d'anéantir la race odieuse du jacobinisme et de l'impie. »

MÉLANGES.

UN SOUVENIR DE L'ÉGYPTE.

Le séjour de notre armée en Égypte, nous a fourni une foule de traits qui seront curieux dans tous les tems. En voici un digne d'être raconté.

M. Rigo, peintre, membre de l'institut d'Égypte, avait entrepris une suite d'études sur la nature et sur les hommes de ce pays. La caravane de Nubie qui était au Caire à cette époque, présentait à cet égard une occasion heureuse ; les individus qui la composaient habitaient des terres assez avancées dans l'intérieur de l'Afrique. Le conducteur de la caravane, Abd-el-Kérim, était remarquable par la force du caractère nubien, empreint sur sa physionomie. M. Rigo résolut de le peindre, et entreprit de l'attirer chez lui ; il n'y réussit qu'en dépensant beaucoup d'argent. Après une négociation longue et souvent rompue, Abd-el-Kérim vint dans l'atelier de M. Rigo, sous l'escorte de dix à douze de ses compatriotes, et avec toutes les précautions d'un homme qui est persuadé qu'on l'attire dans un piège ; pourtant on le rassura un peu, et on le détermina à congédier sa garde ; alors M. Rigo se mit en devoir de le peindre de grandeur naturelle.

Le Nubien parut content de l'esquisse au crayon ; il montrait avec son doigt les parties du dessin et les parties correspondantes de son visage, en disant : *Taibe* (bien) ; mais quand l'artiste y eut mis la couleur, l'effet fut bien différent ; Abd-el-Kérim n'eut pas plutôt jeté les yeux sur cette peinture, qu'il se rejeta vivement en arrière, en poussant des hurlemens d'effroi. Il fut impossible de le calmer ; la porte de l'atelier ayant été ouverte, il s'enfuit à toutes jambes, et dit dans le quartier, qu'il venait d'une maison où l'on avait pris sa tête et la moitié de son corps.

Quelques jours après, M. Rigo introduisit dans son atelier un autre Nubien, qui servait de portier dans une des maisons de l'institut. Il ne fut pas moins effrayé à la vue des peintures que son compatriote Abd-el-Kérim ; il courut conter à tous les portiers du voisinage qu'il avait vu chez un Français un grand nombre de têtes et de membres coupés. Ses confrères se moquèrent de lui, et se réunirent au nombre de six pour vérifier le fait. Il n'y en eut pas un qui ne fût saisi d'effroi en entrant dans l'atelier, et aucun ne voulut y demeurer.

M. Rigo a peint une jeune femme du même pays, amenée au Caire par Abd-el-Kérim. Il a fallu employer l'autorité pour la résoudre à se laisser peindre. A mesure que le peintre achevait de faire la tête ou le bras, elle lui disait : « Pourquoi m'ôtes-tu mon bras ? » Elle paraissait persuadée que toutes les parties de son corps, dont l'image était transportée sur la toile, allaient se dessécher.

BYRON.

« Nous en étions, amis, sur l'immortalité de l'âme. Est-ce une vérité de sentiment, est-ce une vérité de raison ? Il faut s'entendre ; et pour cela, buvons ! »

— C'est une vérité de sentiment.

— Peters ! débouchez ce Champagne, et dites-nous si vous sentez votre âme quelque part ?

— Avec le respect que je vous dois, seigneur, non.

— Eh bien ! appelez mon cocher, mon palefrenier, mes gens, et qu'à tous on demande s'ils ont le sentiment de leur âme.

— C'est inutile, Byron ; ce sera, si vous le voulez, une vérité de raison.

— De raison ! par St-Georges ! je suis donc fou, moi, qui n'y crois pas ! Ecoutez, amis, ceci est une dispute frivole. Nous croyons tous à une âme, comme nous croyons à la Providence quand nous n'avons pas le sou : quand j'ai mille guinées, je suis athée, je bois ; quand je n'en ai que cinq cents, je suis pyrrhonien, je discute et je doute ; quand je n'en ai que cent, je suis déiste, je crois ; et enfin, lorsque je n'ai plus rien, je suis religieux, je prie et j'aime. Car il faut avoir une âme profondément religieuse pour aimer. Tout est religion dans l'amour. La source est la même. Aimez une Espagnole, et écoutez une messe de mort ; voyez ces yeux noirs vous suivre à travers les piliers d'une cathédrale, et regardez, affaiblis par l'encens, les pâles luminaires qui baignent de leur sombre lueur l'image de la Vierge. Prenez la main satinée de la Castillane, ou trempez vos doigts dans le bénitier de porphyre ; étouffez-la dans vos bras avec ses larmes, ses cris et sa mantille plissée, ou abîmez-vous dans l'extase lorsque le prêtre lève l'hostie au moment de la consécration : et puis, demandez à votre cœur la différence qu'il éprouve entre ces deux émotions. Amis, il n'en est point. Ainsi, prier, c'est aimer ; boire, c'est encore aimer. L'amour et la religion sont partout. A ce propos, je vous invite tous, si vous m'aimez, à boire dans cette coupe.

Homère vous aurait dit : « Agathos la tenait d'Osmindas, Osmindas l'avait gagnée sur Triptolème aux jeux du disque : Triptolème l'avait reçue de Jupiter. — Moi je vous dis ! « Elle est pleine du vin des Canaries. » Buvez ! »

— Mais c'est étrange, Byron. Quelle idée folle d'avoir en-chassé cette coupe d'ivoire dans l'or, de l'avoir assise sur des pieds de squelettes dont les yeux creux nous raillent, dont la bouche semble rire avec nous. Byron, êtes-vous Égyptien, et faites-vous payer à vos amis trop gais l'écot de la tristesse ? Allons, le voilà dans sa fièvre de mélancolie. Peters, emportez cette coupe.

— Laissez-la ; je vais vous dire. C'était une femme que je rencontrai dans une maison de jeu ; elle tenait société de fripons, de banquiers, de membres au parlement, de fils de lords, de ducs et de comtes. Chez elle Sardanapale eût rougi mais, vive Georges ! on y était plus libre que dans un palais, messieurs ; on n'y mesurait ni le vin, ni le plaisir ; elle prenait du tabac comme Southey, le poète, et fumait le cigarrito comme un Andaloux. Pauvre femme ! je l'ai aimée.

Oh ! j'ai couru le monde, vous le savez, messieurs ; j'ai aspiré les roses de Madrid, les pâles anémones de Portugal, le lys de France. Parions sans figure : j'ai aimé les jolies femmes de toutes les nations ; j'en ai vu qui, pour me voir, moi, Byron, ont franchi la nuit les murs d'un couvent ; d'autres qui, par amour, se sont noyées dans la mer ; d'autres qui se sont éteintes sans dire le secret de leur mal. J'en ai vu

comme un fou ; car après l'une, l'autre ; le soleil ne fait que ça : elles et les fleurs, un jour il les colore, les ouvre ; le lendemain, il les brûle.

Mais elle, avec sa dépravation et ses cartes, et ses doigts chargés de diamans, et sa conversation cynique et son ivresse et son mari qui la battait, est toujours là. Je vous dirai pourquoi je l'aimais tant.

Car elle avait un mari qu'elle a empoisonné pour moi ; un fort bel homme, timbalier dans le Royal Cumberland. Son crime la conduisit à l'échafaud. Je suis la cause de sa mort, vous le voyez ; ah laissez-moi pleurer la femme du timbalier.

— Mais à quel propos, Byron, de l'histoire de la coupe passez-vous au souvenir d'une éhontée qui n'est plus que poussière ?

— Que poussière ! En présence de la mort, au souvenir d'une perte aussi grande, point de matérialisme, messieurs. Je crois à l'immortalité de l'âme, à la résurrection de la chair, à la rémission des péchés, à la vie éternelle.

— Ainsi soit-il, Byron ; mais ne pleurez point si chaudement un jour d'ivresse.

— Ne pas pleurer ! Vous ne savez donc pas que la nuit de son exécution je la pris, je lui tranchai la tête ; je fis bouillir cette tête. Je ne la mangeai pas, croyez-le ! Je la dépouillai de cheveux et de chair, et quand elle fut polie par la main de l'artiste, un joaillier de Milan me la monta en forme de coupe.

— Grand dieu ! Byron, vous nous avez fait boire dans le crâne de votre maîtresse !

Et Byron tomba mort-ivre sous la table.

ANNONCES.

Le soussigné, tant pour lui que pour les personnes dont il est le fidei-commissaire ou l'agent, a plus de 200,000 acres de terre dans les comtés de Jefferson et Lewis, dans l'état de New-York, à vendre à des colons. Ces comtés sont ainsi décrits sur les cartes publiées par l'Arpenteur-Général de l'Etat. « Jefferson. La surface de ce comté est ou tout à fait unie ou variée d'une manière agréable par les mouvements de terrain. Le sol est généralement riche et d'une qualité supérieure, et donne des récoltes abondantes de tous les produits du climat. La pousse des arbres est très forte et offre une grande variété : érables, hêtres, bouleaux, chênes, noyers, tilleuls, frênes, ormeaux et de gros pins il y a sur les ruisseaux et rivières du comté beaucoup de chûtes et aucun comté de l'Etat n'offre plus de pouvoirs hydrauliques. Lewis. La vallée de la rivière Black traverse ce comté dans une direction N. O. Les plaines alluviales le long de cette rivière sont considérables et très fertiles. Dans les terres hautes le sol est profond, chaud et productif. Entre la vallée et les limites occidentales d. comté est un plateau élevé, quelquefois rude et montagneux, mais généralement offrant une grande proportion de bonnes terres. La plus grande partie du pays au nord et à l'est de cette vallée est sauvage et non peuplée, couverte de forêts d'érables, hêtres, tilleuls, ormeaux, noyers, bouleaux, chênes et sapins. » 50,000 acres de ces terres ont été récemment mis en vente à 1 1/2 dollar l'acre et le reste se vend de 2 à 6 dollars l'acre. Il y a aussi plusieurs fermes à vendre dont le prix est de 6 à 10 dollars l'acre. Les deux comtés contiennent environ 65,000 habitants. Les parties offertes par le soussigné ne sont point inférieures aux autres et présentent, dans une étendue de 60 milles sur 50, une variété de situations et de sols qui ne peut manquer de satisfaire tous les goûts. Le soussigné juge toutefois convenable de déclarer comme il l'a constamment fait toutes les fois que l'occasion s'en est présentée, qu'il n'invite point les Européens à venir sur ces terres à moins qu'ils n'aient devant eux les moyens de subsistance pour une année et pour payer partie du prix d'achat d'un morceau de terre. Plusieurs Européens qui possédaient ces ressources sont établis sur ces terres avec succès et ont invité leurs amis à les venir joindre ; et le soussigné ne voudrait pas dire que le pays ne soit pas capable de les supporter ou même de les enrichir sans qu'ils aient ces moyens ; mais il a toujours voulu éviter même la chance la plus éloignée de voir les émigrants déçus dans leurs espérances.

V. LE RAY DE CHAUMONT.

Le Raysville, Jefferson County, novembre 1830. 76—

A VENDRE chez M. THOISNIER DESPLACES, libraire de Paris et à New-York, Exchange-Place, No. 32.

HISTOIRE DE NAPOLEON par M. de Norvins, 4 vol. en 80 avec vignettes, cartes et plans, \$13 ;

Précis du consulat et de l'Empire sous Napoléon, avec les réflexions de Napoléon lui-même. 1 vol. 8 vo. \$2.

Biographie universelle des hommes les plus marquans sous tous les rapports. 52 vol. 8 vo. \$80—broché.

Annuaire historique et universel depuis 1818 jusqu'à 1830. 1 gros vol. 8 vo, de 1,000 pages \$3. Chaque année peut se vendre séparément.

Dictionnaire synonymique de la langue française, par Laveaux. \$3. Dictionnaire espagnol-français, par Trapani. 2 vol. 8 vo de 1300 pages. 650.

Dictionnaire géographique universel d'après Malte-Brun. 2 vol. 8 vo. \$8.

AVIS. — M. JOSEPH COLLET, No. 133 Greenwich-street, a constamment à vendre aux prix les plus modérés en gros et en détail, un assortiment complet de vins de France, d'Espagne, liqueurs de toutes sortes, vieux xéres, (sherry) vins d'Oporto et Madère, eaux-de-vie 4me preuve, genièvre et rhum en bouteilles, dames jeanne ou fûts en entrepôt ; Château-Margaux, Lafite, St. Julien, Médoc, Hermitage, Côte-rotie, haut Barsac, Sauterne, Grave, Malaga, muscat frontignan, Champagne en bouteilles et en paniers, etc.

Jos. Collet s'engage envers le public et ses amis à fournir ces articles dans leur état naturel, tels qu'ils ont été importés, et à plus bas prix qu'on ne pourrait se les procurer ailleurs.

Les frais de transport seront à sa charge. Il prépare pour les voyageurs des provisions, et des fruits dont il garantit la conservation à la mer. Bœuf, veau, cuisses d'oie, volailles, canards, confits, etc tomates, champignons, coings, tablettes de bouillon, etc.

Joseph Collet peut également disposer de quelques appartemens bien meublés, et recevoir en pension chez lui à des prix modérés un petit nombre de personnes respectables.

AVIS.

Le docteur V. GUILLOU, ayant définitivement fixé sa résidence à New-York, a l'honneur de prévenir le public, qu'on pourra le consulter tous les jours à son domicile No. 52 Hudson-str. L'expérience qu'il a acquise par un long séjour sur la côte du Mexique, et dans les Indes occidentales et l'étude particulière à laquelle il s'est livré des maladies ordinaires dans ces climats, le mettent à même de donner des conseils salutaires aux personnes qui auraient l'intention de les habiter. Les français et les espagnols ignorant la langue anglaise, pourront consulter le Docteur Guillou dans leur propre langue. Il se réfère :

à New-York, aux docteurs	Alex. H. Stevens,	
	J. W. Francis,	
	J. J. Graves,	
à Philadelphie	R. Laroche	
	Thos. Harris	
	Samuel Baker	Professeurs
à Baltimore	R. W. Hall	de l'université
	V. Potter, etc.	de Maryland.

Le docteur Guillou recevra volontiers dans son étude, deux élèves en médecine, ou un plus grand nombre, qui indépendamment des moyens qu'ils trouveront chez lui de se perfectionner dans leur profession, auront la faculté d'y acquérir sans frais la connaissance des langues française et espagnole.

AVIS.

Un père, âgé, et son épouse, sollicitent de leurs compatriotes, habitants les États-Unis, de vouloir avoir la bonté de leur donner quelques renseignements sur l'existence ou le décès de Monsieur Robbe (Julien), ébéniste, leur fils, né à Paris, âgé de 43 ans. Cette famille n'a pas reçu de ses nouvelles depuis 1816, époque à laquelle il était à Philadelphie, chez un sieur Barquet, ferblantier, près l'église catholique, 6ème rue Sud. Les personnes qui donneront à cet égard des renseignements suffisants, sont priées de vouloir bien les adresser au bureau du Courrier des États-Unis, ou à MM. Batut frères, à la Pointe-à-Pître (Guadeloupe), où on leur fera la remise des frais que pourraient occasionner leurs démarches ou les actes qu'ils pourront produire ; on offre même une récompense aux personnes à qui elle pourra être agréable. 80—3 f

Une famille qui doit quitter cette ville, désire vendre les meubles de la maison qu'elle occupe ; les meubles sont presque neufs et dans le dernier goût.

Les personnes qui veulent entrer en marché, peuvent s'adresser à l'office de EUGÈNE BERGONZIO, No. 8 Broad street. 80—3 f

AVIS.

Musique Nouvelle en l'honneur de la Révolution de France. E. RILEY, No. 29 Chatam-street, vient de mettre en vente, Les 27, 28 et 29 Juillet à Paris ; L'Hymne Marseillaise, dont les chants animèrent la brave population de Paris pendant ces journées mémorables, avec accompagnements brillants pour le Piano, dédiée au Général Lafayette, par sa fille, Mademoiselle Eugénie Lafayette. 76—4 f

Mr. G. F. WEISSE, de Paris, qui a professé dans plusieurs pensions de cette ville et notamment au High School, vient d'ouvrir une classe du soir pour l'enseignement de la langue française, au No. 3 Courtlandt street.

Mr. G. F. W. donne aussi des leçons particulières. Heures des classes, de 6 à 7 et de 7 à 8.

Les personnes qui désireraient prendre des leçons pourront trouver Mr. W. au No. 3 Courtlandt street, tous les jours, depuis 1 heure jusqu'à 3.

Très beau Papier de Poste français à vendre chez

A. THOISNIER DESPLACES, 32 Exchange-place.

Avis important aux amateurs de la Danse de société et de la Walse, et principalement à ceux qui tiennent à profiter d'une bonne méthode d'enseignement :

ÉCOLE DE DANSE ET DE WALSE.

M. et M^{me} ACHILLE ont l'honneur de faire savoir que leur Ecole de Danse rouvrira le 2 octobre.

Prix par quartier \$12, et \$5 d'entrée pour les commençans.

CLASSIQUES FRANÇAIS.

Le soussigné vient de recevoir et offre à des prix au-dessous de ceux d'Europe, les ouvrages suivants.

Œuvres de Voltaire, 75 vols 80, brochés, \$40 ; les mêmes reliés, \$75 — Rousseau, 26 vols 80, reliés, \$26 — Racine, 6 vols 80, brochés, \$6 ; les mêmes reliés, \$9 — Molière, 6 vols 80, reliés, \$9 — Bossuet, 21 vols 80, reliés, \$30 — Cours de littérature de Laharpe, 18 vols 80, reliés, \$24 — Le Sage, Gil Blas, 3 vols 80, reliés, \$5 ; le même broché, \$3 50 — Vies des hommes célèbres de Plutarque, traduit par D. Ricard, 16 vols 18e, brochés, \$5.

Tous les ouvrages ci-dessus, le Plutarque excepté, sont d'une édition uniforme, imprimés avec des caractères neufs sur de très beau papier.

Foreign and Classical Bookstore,

CHARLES DE BEHR, Director,

105 Broadway, New-York,

32 South-sixth-street, Philadelphie.

FONDERIE EN CARACTÈRES D'IMPRIMERIE.

WM. HAGAR et Cie. ont transporté leur fonderie du No. 20 aux Nos. 29 et 31 Gold-street. Ils ont un assortiment complet de caractères qu'ils offrent aux prix suivants.

Six lignes au-dessus de Pica, au même prix que partout ailleurs.	
Pica..... 36 cents.	Small Pica..... 38 cents.
Long-Primer..... 40	Brevier..... 56
Bourgeois..... 46	Minion..... 70
Nonpareil..... 90.	Pearl..... \$1 40
Diamond..... 92.	

A six mois de crédit, ou à 7 1/2 pour cent d'escompte. Ils prennent de vieux caractères en paiement, à raison de 9 cents la livre.

WM. HAGAR et Cie. appellent l'attention des Imprimeurs à leur nouveau métal qu'ils garantissent supérieur à tout autre employé dans ce pays, et qui est de 10 à 12 p. c. plus léger que l'ancien. Ils ont de nouveaux moules depuis le Pica jusqu'au Diamond, et sont agents de M. Samuel Rust, inventeur de la presse dite Washington Press, qu'ils vendront à un prix modéré.

BUREAU D'AGENCE, à New-York,

Broad-street, No. 8.

On s'y charge d'acheter et de vendre à commission, d'effectuer les assurances, d'opérer la rentrée de fonds et d'en faire la remise ; de faire les entrées de Douane, pour chargemens et déchargemens de marchandise, bagage, etc. ; de traduire toute espèce de documents et de servir d'interprète ; de procurer des professeurs de langues, d'arts et de sciences ; de fournir les renseignements nécessaires pour se faire naturaliser citoyen des États-Unis ; et enfin d'exécuter tout ce qui pourra être utile aux personnes qui auront recours, ou qui enverront leurs ordres à M. EUGÈNE BERGONZIO, directeur de cet établissement, qui donnera les garanties nécessaires de son exactitude et loyauté.

Il y a dans le même Bureau, constamment à vendre, différentes quantités de Cigares de la Havane, en lots ou en boîtes de 250.

AUX AMATEURS DU BON GOUT.

A. C. SMETS et Cie., Broadway, No. 258, s'exerçant toujours à réunir chez eux toutes les Graces, tellement favorisées par les Dames, ont le plaisir d'annoncer qu'ils viennent de recevoir des envois de leurs agents en Europe, qui surpassent, par l'élégance et la grâce des articles, tout ce que l'on a vu jusqu'à présent : les Dames sont invitées de venir partager l'admiration que ces nouveautés inspirent. Les brillantes robes de bal sont d'un goût rare ; les dessins exquis des riches voiles de blonde et de dentelle sont surprenans. Les broderies, les boas, les bonnets, les écharpes, les pèlerines, les cravattes et les canezous sont les produits des plus célèbres fabriques. Enfin dans leur joli magasin se trouve tout ce qui peut plaire à ce goût délicat qu'offrent à nos yeux les toilettes charmantes des Dames de l'Amérique.

CONDITIONS DE LA SOUSCRIPTION.

Le Courrier des États-Unis paraîtra tous les samedis et mercredis. — Le prix est de huit dollars par an, payables à l'expiration du premier semestre, non compris le port. — Les souscriptions subsisteront jusqu'à la notification régulièrement faite que l'abonné veut cesser de l'être. Néanmoins, tout nouveau semestre commencé sera achevé. — Les personnes qui habitent des lieux où le Journal n'a pas d'agents, sont tenues de payer d'avance le montant de leur souscription.

On souscrit : à New-York, au bureau du Courrier des États-Unis, No. 7 Broad-Street, où les lettres, communications et envois doivent être adressés, francs de port, à MM. les Éditeurs du Courrier des États-Unis ou à M. Wm. A. WISHART, Caissier du Journal.

PRIX DES ANNONCES.

Par abonnement à l'année \$20, avec le Journal.

\$15, sans le Journal.

\$1 pour chaque insertion n'excédant pas un carré d'impression pour la première fois et 50 cents pour chacune des fois suivantes.